

Document: EB 2020/131/R.6/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 5 b) ii) a)
Date: 4 décembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République fédérative du Brésil

Projet de renforcement de la résilience climatique dans les communautés rurales du Nord-Est

Numéro du projet: 2000002253

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rossana Polastri
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2291
courriel: r.polastri@ifad.org

Claus Reiner
Directeur de pays
Coopération Sud-Sud et triangulaire et gestion des
savoirs
téléphone: +55 61 3038 9275
courriel: c.reiner@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone:
+39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente et unième session
Rome, 23 novembre 2020

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone d'intervention	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	8
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Negotiated financing and guarantee agreements (les documents seront mis à disposition ultérieurement)
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix
- IV. Key terms of IFAD financing

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Claus Reiner
Responsable technique:	Oliver Page
Responsable des finances:	Dario Rimedio
Spécialiste du climat et de l'environnement:	Oliver Page
Juriste:	Purificacion Tola

Sigles et acronymes

BNDES	Banque brésilienne de développement
FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
GCF	Fonds vert pour le climat
UCGP	Unité centrale de gestion du projet

Carte de la zone d'intervention

Federative Republic of Brazil

Planting Climate Resilience in Rural Communities of the Northeast Project (PCRP)

Design report



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
 Source: FIDA | 09/06/2020

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Banque brésilienne de développement (BNDES)
Organisme d'exécution:	BNDES
Coût total du projet:	217,8 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	30,0 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires, avec une période d'amortissement de [...] ans et un différé de [...] ans, à un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt de référence du FIDA majoré d'une marge [variable ou fixe]
Cofinancier:	Fonds vert pour le climat (FVC)
Montant du cofinancement:	99,5 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt (65,0 millions d'USD) et don (34,5 millions d'USD)
Contribution de l'Emprunteur/du bénéficiaire:	73,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	15,3 millions d'USD
Montant du financement du FIDA (action climatique):	28,3 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 60.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

1. **Contexte national.** La région du Nord-Est du Brésil, qui comprend neuf États et s'étend sur plus d'1,5 million de kilomètres carrés, compte 56,5 millions d'habitants. Plus de la moitié des Brésiliens en situation d'extrême pauvreté (59,1%) vivent dans cette région, où quelque 21,3 millions de personnes sont installées dans des zones semi-arides.
2. **Contexte relatif à la pauvreté.** La région du Nord-Est est en proie à de nombreux problèmes sociaux, notamment dans les zones semi-arides, où environ 50% de la population vit dans la pauvreté. Dans certains États, l'extrême pauvreté touche environ 40% de la population. La mortalité infantile des zones rurales de cette région est presque deux fois plus élevée que la moyenne nationale, et le taux d'analphabétisme y est trois à quatre fois supérieur. Sur les 26 États (plus un district fédéral) que compte le Brésil, les neuf États de la région figurent parmi les moins développés, selon l'indice du développement humain.
3. **Contexte relatif au développement rural.** Les exploitations agricoles familiales représentent plus de 90% des exploitations des zones semi-arides du Nord-Est du Brésil. Les agriculteurs sont particulièrement vulnérables en raison de l'accès restreint à l'eau, la région étant en proie à des sécheresses périodiques et à une pénurie d'eau chronique. En outre, le fort déséquilibre qui caractérise la propriété foncière (notamment du fait des difficultés d'accès des femmes à la propriété) contribue à la vulnérabilité des petits exploitants.
4. **Contexte relatif aux changements climatiques.** Les producteurs familiaux sont parmi les plus touchés par les changements climatiques. Sur la période 1990-2016, la superficie cultivée moyenne perdue en raison des sécheresses était de 222 000 hectares par an. Compte tenu de la faible productivité qui caractérise les terres semi-arides, ces pertes représentent une menace directe pour la sécurité alimentaire de la région. De 2011 à 2017, un grave épisode de sécheresse a accru l'endettement des exploitants ainsi que les migrations, les maladies et la malnutrition.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - transformateur sur le plan du genre;
 - axé sur les enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes.
6. **Changements climatiques.** La corrélation directe entre l'augmentation des températures et la variabilité plus importante des précipitations provoque des sécheresses prolongées et de fréquentes périodes de pénurie d'eau. Ces tendances climatiques touchent certes l'ensemble de l'économie du Nord-Est, mais certains facteurs exposent tout particulièrement les petits exploitants. On peut notamment citer: i) la forte incidence de la pauvreté; ii) la faible capacité à faire face à des

périodes de sécheresse prolongées et à des pertes de récoltes; iii) les pénuries d'eau et la mauvaise qualité de l'eau; iv) des pratiques de production inadaptées qui contribuent à la dégradation des sols et de leur capacité de rétention de l'eau; v) la déforestation de la Caatinga, une écorégion du Nord-Est dotée d'une grande biodiversité, qui menace les services écosystémiques vitaux de la région.

7. **Jeunes ruraux.** L'exode rural des jeunes du Nord-Est accroît le vieillissement des populations rurales. Deux adolescents brésiliens pauvres sur trois vivent dans les zones semi-arides du Nord-Est. La région offre peu de perspectives d'emploi attractives car les emplois locaux se caractérisent à la fois par de faibles revenus et des conditions de travail difficiles, et les services de base y sont médiocres.
8. **Genre.** L'inégalité entre les femmes et les hommes est très ancrée dans les zones rurales du Nord-Est. Les femmes et les hommes assument des rôles différents dans les ménages comme dans les communautés, et les femmes ont peu d'influence sur les décisions prises aussi bien dans le domaine privé que dans le domaine public. Elles s'emploient aux travaux ménagers et pratiquent une agriculture de subsistance, assumant une part disproportionnée de la charge de travail. La plupart des exploitations de moins de cinq hectares sont dirigées par des femmes, et 87,3% des agricultrices brésiliennes ne reçoivent aucune assistance technique. Enfin, l'incidence de la violence à l'égard des femmes est alarmante.
9. **Nutrition.** Ces dernières décennies, les avancées économiques et sociales ont généralement amélioré la santé publique et la consommation alimentaire. Entre 1996 et 2007, le taux de retard de croissance chez les enfants est tombé de 22,2% à 5,9%. En dépit de la baisse sensible des cas de malnutrition chronique, les améliorations n'ont pas été homogènes. Par exemple, les populations traditionnelles et autochtones, qui présentent les taux de pauvreté les plus élevés, sont davantage vulnérables sur le plan nutritionnel.
10. **Les peuples autochtones et traditionnels.** Les communautés autochtones et traditionnelles, qui dépendent des ressources naturelles et des services écosystémiques, sont particulièrement touchées par les changements climatiques, la marginalisation et le manque de services. Les populations autochtones sont six fois plus touchées par l'extrême pauvreté que les autres Brésiliens. Les taux de mortalité infantile parmi les enfants autochtones sont nettement supérieurs à la moyenne nationale.

Justification de l'intervention du FIDA

11. Le Projet de renforcement de la résilience climatique dans les communautés rurales du Nord-Est aidera les petits exploitants à adopter des systèmes de production agricole résilients face aux changements climatiques, conçus pour accroître la disponibilité et le débit de l'eau, ainsi que sa rétention dans les sols. Pour ce faire, il faudra introduire des changements de comportement, soutenir les organisations rurales et réaliser des investissements productifs – des domaines dans lesquels le FIDA bénéficie d'un avantage comparatif et qui s'appuient sur le portefeuille d'investissements existant du FIDA dans la région Nord-Est du Brésil.
12. Ce projet confirme l'engagement stratégique du FIDA en faveur de la transformation du monde rural dans le Nord-Est. Il ciblera tout particulièrement l'autonomisation des groupes les plus défavorisés, notamment les femmes, les jeunes ainsi que les populations autochtones et traditionnelles. Sa structure de financement s'appuie sur l'accréditation obtenue en 2016 par le FIDA auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), qui permet au FIDA d'avoir accès aux financements climatiques de ce Fonds. Le FIDA est en mesure d'acheminer ces ressources, sous forme de prêts concessionnels et de dons, aux populations les plus vulnérables au monde. Le projet s'appuie en outre sur l'expérience du FIDA dans les États du Nord-Est du Brésil et auprès des parties prenantes locales.

B. Enseignements tirés

13. La conception du projet bénéficie des enseignements tirés des précédentes interventions du FIDA et s'appuie sur les conclusions d'évaluations de programmes de pays, d'évaluations de la performance des projets, d'évaluations de l'impact et d'enquêtes sur les résultats. L'expérience du Fonds dans le domaine des infrastructures hydrauliques à petite échelle pour l'agroforesterie a été particulièrement utile. Concernant le financement du projet, un problème récurrent par le passé a été le fait que le Gouvernement fédéral n'a pas pu approuver certains projets à cause de la situation budgétaire dégradée de l'État bénéficiaire. Pour se prémunir contre cette éventualité, le projet utilise une approche innovante englobant plusieurs États. Il a par ailleurs été constaté que les interventions en faveur de la résilience climatique, comme la collecte et le stockage de l'eau, étaient souvent lancées au moment de l'exécution des projets, et non lors de leur conception. Le FIDA a par ailleurs conclu que la conception de ses précédents projets au Brésil pouvait être améliorée pour renforcer la participation des femmes, des jeunes et des communautés traditionnelles.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

14. L'objectif du projet est de réduire l'impact des changements climatiques et de renforcer la résilience des populations concernées dans la région semi-aride du Nord-Est. Le projet aidera les exploitants familiaux et leurs communautés à enrayer la baisse de la productivité causée par la dégradation des agroécosystèmes. Des techniques de collecte, de stockage et de recyclage de l'eau seront mises en place, assorties de stratégies de diversification pour renforcer la résilience des populations rurales.
15. **Résultats attendus:** i) renforcement de la résilience et amélioration des moyens d'existence des populations, des communautés et des zones les plus vulnérables; ii) amélioration des régimes alimentaires, de la nutrition et de la sécurité alimentaire des ménages.
16. Le projet ciblera directement 250 000 familles de petits exploitants, soit environ un million de personnes. Le principal critère de sélection pour accéder aux services du projet sera la pauvreté. En outre, les femmes et les jeunes seront expressément ciblés et les communautés traditionnelles et autochtones seront autant que possible incluses parmi les bénéficiaires.
17. La stratégie de ciblage du projet présente les caractéristiques suivantes.
- i) **Zone géographique.** Trois États seront sélectionnés en vue d'une exécution sans délai du projet, en fonction de leur capacité d'emprunt auprès de la Banque brésilienne de développement (BNDES) et de leur capacité de financement de contrepartie. Les autres critères sont notamment la pauvreté, la vulnérabilité climatique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accès à l'eau, les capacités d'exécution et l'adhésion au projet. Les sous-projets nécessiteront un avis de non-objection du FIDA.
 - ii) En ce qui concerne le ciblage de la pauvreté, le critère sera le suivant: au moins 70% des familles de chaque communauté participante doivent être enregistrées auprès du Registre unique des familles, qui recense les familles dont le revenu par personne n'excède pas la moitié du salaire minimum. Au moins 40% des bénéficiaires doivent être des femmes et au moins 50% doivent être des jeunes de moins de 29 ans.
 - iii) Les municipalités participantes seront sélectionnées à partir de différents critères, parmi lesquels la précarité environnementale (signes de déforestation, d'érosion et de dégradation des sols), l'insécurité alimentaire et

nutritionnelle, les dégâts provoqués par la sécheresse et l'accès à une eau de qualité.

- iv) Dans les municipalités participantes, les unités d'exécution mises en place au niveau de chaque État sélectionneront les communautés et autres groupes de ménages agricoles qui bénéficieront des activités du projet, y compris parmi les groupements traditionnels et autochtones locaux, le cas échéant.

B. Composantes, résultats et activités

18. Le projet s'articulera autour de trois composantes complémentaires.

19. **Composante 1. Systèmes de production résilients face aux aléas climatiques.**

- **Sous-composante 1.1. Sélection des zones d'intervention et élaboration de plans d'investissement en faveur de la résilience territoriale.** Ces mesures seront mises en œuvre à l'intention des communautés participantes afin d'orienter les investissements collectifs et individuels dans les systèmes de production résilients face aux aléas climatiques ainsi que dans les infrastructures de collecte et de stockage de l'eau.
- **Sous-composante 1.2. Mise en œuvre de systèmes de production résilients face aux aléas climatiques dans les exploitations familiales et les jardins potagers.** Cette sous-composante apportera un soutien aux groupes participants grâce à des investissements productifs domestiques de nature à renforcer la résilience face aux changements climatiques. Cette approche fondée sur les groupes facilitera l'apprentissage conjoint et l'adoption de techniques et de pratiques permettant de mettre en place des systèmes de production résilients face aux aléas climatiques. Une assistance technique destinée au renforcement des capacités et un suivi initial sont prévus. Cette activité concerne notamment l'agriculture productive et les jardins potagers.
- **Sous-composante 1.3. Réalisation d'investissements collectifs résilients.** Du fait de l'augmentation de la population et de l'accroissement de l'utilisation des terres dans le Nord-Est, l'écorégion de la Caatinga – l'une des plus riches au monde sur le plan de la biodiversité – est menacée d'épuisement progressif, principalement en raison de l'extraction de bois de feu et du surpâturage. Les activités amélioreront les services écosystémiques dans les zones communes, apprendront aux stagiaires à mettre en place des systèmes de production résilients face aux aléas climatiques et expérimenteront des activités productives utilisant les effluents d'usines de dessalement.
- **Sous-composante 1.4 Constitution d'un réseau d'agriculteurs et promotion de l'entrepreneuriat local pour les produits et services qui soutiennent l'agriculture familiale.** Cette activité facilitera la reproduction de systèmes de production résilients face aux aléas climatiques grâce à :
i) l'adoption par les équipes d'assistance technique d'une stratégie d'intervention territoriale; ii) l'octroi de dons de faible montant et d'un soutien à la gestion d'entreprise aux microentreprises qui innovent et produisent des outils et équipements visant à faciliter la mise en place de systèmes de production résilients face aux aléas climatiques.

20. **Composante 2. Accès à l'eau pour la production.**

- **Sous-composante 2.1. Construction de citernes en plaques de ciment** pour les jardins potagers, de petits bassins pour les exploitations et de bassins de stockage des eaux souterraines.

- **Sous-composante 2.2. Mise en œuvre de technologies sociales permettant d'accroître la quantité d'eau disponible pour l'irrigation,** comme la construction de petits bassins dans les exploitations et de bassins de stockage des eaux souterraines.
 - **Sous-composante 2.3. Mise sur pied de systèmes de traitement et de réutilisation des eaux usées domestiques,** pour permettre aux ménages de petits exploitants de traiter et de réutiliser leurs eaux usées.
21. **Composante 3. Gestion des savoirs et reproduction à plus grande échelle.**
- **Sous-composante 3.1. Sensibilisation et renforcement des capacités des femmes, des jeunes et des communautés traditionnelles.**
 Cette activité: i) mettra en avant le rôle joué par les jeunes et les femmes en tant que gestionnaires et producteurs de savoirs; ii) consolidera les apprentissages, les échanges et la reproduction de pratiques durables dans les communautés; iii) facilitera un suivi-évaluation dynamique des impacts socio-environnementaux pour contribuer à l'élaboration des politiques publiques.
 - **Sous-composante 3.2. Mesures en faveur de la reproduction à plus grande échelle, élimination des obstacles liés aux politiques et expérimentation de systèmes de production résilients face aux aléas climatiques et d'un modèle de suivi participatif de la résilience.**
 Cette activité favorisera la coopération Sud-Sud et triangulaire, facilitera les échanges pour lever les obstacles liés aux politiques et permettra d'expérimenter les systèmes de production résilients face aux aléas climatiques et le suivi participatif de la résilience.
 - **Sous-composante 3.3. Planification, suivi-évaluation et apprentissage.** Dans le cadre du projet, le système de suivi-évaluation actuellement utilisé pour l'ensemble des projets appuyés par le FIDA au Brésil sera spécialement adapté. Des enquêtes indépendantes seront réalisées au niveau des États pour l'étude de référence, l'examen à mi-parcours et l'évaluation finale.

C. Théorie du changement

22. Dans les régions semi-arides, les exploitants familiaux dépendent de l'agriculture pour subsister tout en faisant face aux menaces liées à la pression sur les terres et aux changements climatiques. Du fait de la baisse de la productivité, les agriculteurs se tournent vers des pratiques qui accélèrent la dégradation des sols et la perte de biodiversité, réduisant encore davantage les rendements.
23. Pour contrer cette tendance, le projet promouvra des systèmes de production résilients face aux aléas climatiques et la gestion de l'eau sur l'exploitation par la collecte et le stockage des eaux de pluie, avec l'appui des investissements réalisés et de l'assistance technique apportée. Ces pratiques amélioreront le couvert végétal, la diversité végétale, la biomasse et la fertilité des sols ainsi que l'accès à l'eau dans le système. Pour garantir des changements durables et porteurs de transformations, l'assistance technique formera les femmes et les jeunes pour les encourager à assumer des rôles dirigeants, réorganiser les rôles dans la société, renforcer les organisations paysannes et les réseaux d'agriculteurs, favoriser l'accès aux marchés, et stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation. Ces interventions aboutiront à une transformation durable, bien comprise et adoptée par les ménages participants.
24. Grâce à ces pratiques, le projet permettra d'instaurer des systèmes agricoles résilients et productifs qui offriront des services écosystémiques restaurés qui, à leur tour, renforceront et stabiliseront les revenus des familles, autonomiseront les femmes et les jeunes, et amélioreront la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

25. Les activités du projet relevant de la gestion des savoirs, notamment la coopération Sud-Sud et triangulaire et le suivi-évaluation, permettront aux investissements d'être durables et reproduits à plus grande échelle dans d'autres États de la région. Ils serviront aussi de base pour le partage des expériences de terrain avec le forum des Secrétaire d'État en charge de l'agriculture familiale dans les États du Nord-Est et avec le consortium des gouverneurs du Nord-Est, qui jouent un rôle majeur dans la concertation sur les politiques relatives à l'agriculture familiale dans la région.

D. Alignement, appropriation et partenariats

26. Le projet est inscrit dans la stratégie nationale brésilienne du FVC et il est conforme à la politique nationale relative aux changements climatiques, à la contribution déterminée au niveau national, aux programmes nationaux de soutien à l'agriculture familiale (comme le programme national brésilien pour le renforcement de l'agriculture familiale), au plan national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la politique nationale pour le développement durable des populations et communautés traditionnelles et au programme d'achats alimentaires.
27. Il est par ailleurs conforme au Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA, aux quatre éléments du programme d'intégration des thématiques transversales dans le cadre de FIDA11 et au programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (2016-2021) pour le Brésil, et notamment à sa stratégie d'établissement de partenariats visant à partager les expériences, les savoirs, les capacités d'intervention et les ressources.

E. Coût, avantages et financement

28. Toutes les composantes du projet relèvent en partie du financement de l'action climatique. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au titre du financement climatique est estimé à 28 309 000 USD, soit 94,4% de l'investissement du FIDA; sur ce montant, 13 236 000 USD iront à des activités d'adaptation et 15 073 000 USD seront destinés à des activités d'atténuation.

Gestion du projet

29. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une composante distincte, selon les lignes directrices du FVC, les activités de gestion sont regroupées dans une catégorie à part entière, qui comprend la création et le fonctionnement des unités d'exécution au niveau des États. La BNDES jouera le rôle d'unité centrale de gestion du projet (UCGP).

Coût du projet

30. Le coût total du projet sur les huit années est estimé à 217,8 millions d'USD, taxes et provisions pour imprévus comprises. Les coûts de base sont estimés à 212,3 millions d'USD et les provisions pour aléas d'exécution et imprévus financiers s'élèvent à 5,5 millions d'USD (2,5% du coût total). Les dépenses d'investissement sont estimées à 204,1 millions d'USD et les charges récurrentes à 13,7 millions d'USD. Les coûts supplémentaires associés aux frais de fonctionnement de l'UCGP, financés par la BNDES, ne sont pas inclus dans le coût du projet.

Tableau 1
Coûts du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Prêt du FVC		Don du FVC		BNDES / Pouvoirs publics		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Contributions en espèces	%	Montant	%
	1. Systèmes de production résilients face aux aléas climatiques	17 040	20,6	22 560	27,4	31 370	38,0	5 510	6,7	5 994	7,3	82 473
2. Accès à l'eau pour la production	11 762	10,5	42 440	38,2	-	-	47 600	42,8	9 339	8,4	111 142	51,0
3. Gestion des savoirs et reproduction à plus grande échelle	1 198	12,7	-	-	2 892	30,6	5 352	56,7	-	-	9 442	4,3
4. Gestion du projet	-	-	-	-	239	1,6	14 538	98,4	-	-	14 777	6,8
Total	30 000	13,7	65 000	29,8	34 500	15,8	73 000	33,5	15 333	7,0	217 833	100,0

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Prêt du FVC		Don du FVC		BNDES / Pouvoirs publics		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Montant	%
	1. Biens, services, travaux et dons	30 000	14,7	65 000	31,8	34 500	16,9	59 282	29,0	15 333	7,5	204 115
2. Frais de gestion et d'administration	-	-	-	-	-	-	13 718	100,0	-	-	13 718	6,3
Total	30 000	13,7	65 000	29,8	34 500	15,8	73 000	33,5	15 333	7,0	217 883	100,0

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Total
1. Systèmes de production résilients face aux aléas climatiques	107	12 948	18 450	19 904	17 066	10 243	2 543	1 212	82 473
2. Accès à l'eau pour la production	-	17 633	34 954	36 035	20 615	1 906	-	-	111 142
3. Gestion des savoirs et reproduction à plus grande échelle	454	1 133	1 513	1 937	1 851	1 253	524	776	9 442
4. Gestion du projet	589	1 930	2 302	2 360	2 356	2 393	2 351	495	14 777
Total	1 150	33 644	57 220	60 236	41 889	15 794	5 418	2 483	217 833

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

31. Le projet sera financé comme suit: un prêt de 30 millions d'USD accordé par le FIDA; 99,5 millions d'USD versés par le FVC (65,0 millions d'USD sous forme de prêt et 34,5 millions d'USD à titre de don); 73,0 millions d'USD de fonds de contrepartie nationaux provenant de prêts de la BNDES aux États participants et de ressources des États; une contribution des bénéficiaires en nature équivalente à 15,3 millions d'USD. Le projet sera soumis, pour approbation, à la vingt-septième session du conseil d'administration du FVC, en novembre 2020.

Décaissement

32. Les ressources versées par le FVC et le FIDA seront libellées en dollars des États-Unis et seront déposées sur des comptes désignés distincts pour chaque financement, ouverts et administrés par la BNDES, et utilisés exclusivement pour le financement du projet. La BNDES ouvrira et administrera un compte opérationnel pour les transferts vers les comptes opérationnels des États. Les ressources de la BNDES seront déposées sur les comptes opérationnels des États. Les fonds seront utilisés exclusivement pour financer les dépenses admissibles, conformément au plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé. Les procédures de décaissement seront détaillées dans la Lettre à l'Emprunteur/au bénéficiaire qui doit être envoyée par le FIDA après la signature de l'accord de financement. La BNDES utilisera le Portail clients du FIDA pour soumettre les demandes de retrait et accéder aux informations financières.

Résumé des avantages et analyse économique

33. L'analyse financière montre que tous les modèles de production sont rentables, avec des taux de rentabilité interne financière compris entre 10% et 39%. L'analyse économique indique que le projet constitue un investissement rentable, dont le taux de rentabilité interne est égal à 19,8% et la valeur actuelle nette à 152 millions d'USD. Le ratio avantages-coûts est de 3,18.
34. Le projet ne serait pas rentable en cas de forte augmentation des coûts et de réduction des avantages. Les avantages du projet étant diversifiés, ils ne sont pas très exposés à des risques de prix ou à des risques sectoriels.

Stratégie de retrait et durabilité

35. Les interventions du projet peuvent potentiellement être reproduites à plus grande échelle par la BNDES, les ministères fédéraux, les États et d'autres acteurs. Les organisations paysannes et la société civile seront d'importants partenaires, garantissant la consolidation et la diffusion du renforcement des capacités dans le cadre de l'approche suivie pour le projet. La stratégie de retrait repose sur l'amélioration des moyens d'existence des bénéficiaires du projet et sur la création d'un environnement propice à une agriculture résiliente face aux changements climatiques. L'exécution au niveau local, le transfert des activités achevées aux communautés, la gestion des savoirs et les partenariats pérenniseront les interventions et les trajectoires de reproduction à plus grande échelle du projet après son achèvement. Avant la fin du projet, les exploitants familiaux et leurs communautés devraient être en mesure d'utiliser et de continuer à développer les pratiques liées aux systèmes de production résilients face aux aléas climatiques, notamment l'entretien des infrastructures de collecte, de stockage et de réutilisation de l'eau. En outre, les prestataires de services de vulgarisation auront des compétences spécialisées qui leur permettront de continuer à aider les exploitants, et les systèmes de gestion des savoirs seront maintenus et utilisés pour l'élaboration des politiques.

III. Risques

Risques et mesures d'atténuation

36. Le risque global du projet est considéré comme **modéré**; il est détaillé dans la matrice intégrée des risques du projet. Les principaux risques concernent les politiques et la gouvernance, les stratégies sectorielles et la gestion macroéconomique et financière. Les principaux risques proviennent d'éventuels décalages entre les stratégies, notamment en ce qui concerne les changements climatiques; entre les politiques, en particulier celles des États et du Gouvernement fédéral; ainsi qu'entre les exigences macroéconomiques, telles que le respect par les États du critère relatif à la capacité d'emprunt intérieur. En outre, les risques liés à la gestion financière découlent de dispositifs financiers complexes. Les mesures d'atténuation possibles sont notamment les consultations sur la conception et la concertation multipartite durant l'exécution. Le partenariat avec la

BNDES est un facteur d'atténuation essentiel car il garantit des échanges entre le niveau fédéral et celui des États. Le comité consultatif du projet promouvra l'harmonisation avec les autres programmes et politiques publiques. La complexité du dispositif financier du projet sera atténuée par la création d'une catégorie de dépense unique et par des mesures visant à soutenir la préparation, la négociation et la signature en temps utile des accords juridiques. Les modalités de supervision du projet seront facilitées par la présence du FIDA dans le pays et par son expérience déjà acquise dans la région du Nord-Est.

37. Le projet devant se dérouler dans les zones rurales pauvres et reculées, il est probable que la pandémie de COVID-19 continue de représenter un risque. Celui-ci sera atténué par des protocoles comportementaux stricts, l'utilisation d'outils virtuels pour former les prestataires d'assistance technique et par l'établissement de liens avec les ministères de la santé des États concernés.

Tableau 4

Synthèse globale des risques

<i>Domaines de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation de marchés au titre des projets	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

Catégorie environnementale et sociale

38. Le projet est classé dans la **catégorie B**. Les impacts environnementaux et sociaux anticipés, pouvant découler de l'exécution du projet, sont considérés comme minimes et sont liés aux systèmes de production résilients face aux aléas climatiques. La stratégie du projet, propre à transformer les rapports femmes-hommes, devrait renforcer l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation. Le plan de gestion environnementale et sociale du projet fera en sorte que les activités liées à l'eau respectent les débits naturels et soient conformes aux normes sanitaires et environnementales. En outre, un plan de participation des peuples autochtones appliquera le principe du consentement préalable, libre et éclairé. Un suivi adéquat et une vérification du respect des mesures de protection sont envisagés pour toute la durée du projet.

Classement au regard des risques climatiques

39. Le projet est considéré comme exposé à des **risques climatiques élevés**. Une analyse des épisodes de sécheresse intervenus entre 1981 et 2016 a montré que les sécheresses avaient gagné en intensité au cours des 36 dernières années dans la région du Nord-Est.

Soutenabilité de la dette

40. Une analyse de la soutenabilité de la dette réalisée par le Fonds monétaire international en juillet 2019 indique que les risques liés à la soutenabilité de la dette restent élevés. En 2018, autre année de faible croissance, l'endettement brut du Brésil a augmenté de 3,8 points de pourcentage, atteignant 87,9% du produit intérieur brut (PIB). La dette publique devrait culminer à 96% du PIB en 2024.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

41. Le FIDA sera responsable de la supervision du projet et de la communication d'informations au FVC.
42. La BNDES, banque publique entièrement détenue par le Gouvernement fédéral, dotée de la personnalité juridique et établie conformément au droit brésilien des entreprises, sera l'entité d'exécution du projet et l'Emprunteur/bénéficiaire des fonds du FIDA et du FVC. Elle se chargera de la rétrocession des fonds aux États participants.
43. L'UCGP, au sein de la BNDES, assurera la coordination et le suivi de l'exécution, compilera les informations matérielles et financières, informera le FIDA et sera, d'une manière générale, responsable de l'exécution du projet.
44. Les unités d'exécution mises en place au niveau des États seront responsables de la coordination, de la passation des marchés, de la gestion financière et du suivi-évaluation des sous-projets réalisés dans les différents États, conformément aux accords subsidiaires conclus entre les États et la BNDES.
45. Un comité consultatif donnera à l'UCGP des avis sur l'orientation générale de l'exécution du projet et favorisera la coordination avec les autres projets, programmes et politiques publics. Il se composera de représentants de plusieurs organismes fédéraux, de la société civile, des acteurs des sous-projets réalisés au niveau des États, de la BNDES et du Ministère de l'économie.
46. Au niveau des États, des conseils consultatifs examineront les plans de travail et budgets annuels, et donneront des avis sur les plans d'investissement en faveur de la résilience territoriale avant leur soumission, pour approbation, à l'UCGP. Des bénéficiaires et des représentants de la société civile et des secrétariats d'État participeront à ces conseils.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

47. **Gestion financière.** L'UCGP assumera la responsabilité globale de la gestion financière et sera dotée d'effectifs appropriés à cette fin. Les principales fonctions de la gestion financière seront les suivantes: i) consolider le plan de travail et budget annuel; ii) assurer l'information financière; iii) suivre les exigences de liquidité et préparer les demandes de retrait; iv) mettre en place et administrer, au niveau central et à celui des États, un système de gestion financière intégré ou un autre dispositif conforme aux exigences du FIDA; v) veiller à ce que des audits annuels indépendants soient réalisés en temps utile; vi) veiller à l'efficacité des contrôles internes généraux et au respect par les États participants des accords subsidiaires, du manuel d'exécution du projet et des procédures et exigences du FIDA en matière de passation des marchés et de gestion financière. Les unités d'exécution au niveau des États assumeront notamment les missions suivantes: i) préparer le plan de travail et budget annuel; ii) assurer la gestion et l'information financières; iii) collaborer avec les auditeurs; iv) veiller à ce que les contrôles internes soient rigoureux et à ce que les activités des projets soient conformes aux accords subsidiaires, au manuel d'exécution du projet ainsi qu'aux procédures et exigences du FIDA en matière de passation des marchés et de gestion financière.
48. **Audit externe.** Le projet fera chaque année l'objet d'un audit mené par l'institution supérieure de contrôle, ou par un cabinet d'audit privé recruté à cette fin, conformément aux normes internationales d'audit. Le rapport d'audit annuel consolidé, incluant toutes les sources de financement et les États participants, sera soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.
49. **Passation des marchés.** Les marchés relatifs au projet seront passés conformément au droit brésilien. Pour ce faire, les systèmes de passation des

marchés existants au niveau national à et celui des États seront utilisés, dans le respect des règles et procédures en vigueur. Selon une évaluation des méthodes de passation des marchés nationales menée par la Banque mondiale en 2010, le Brésil respecte les normes internationales en ce qui concerne: i) le cadre législatif et réglementaire; ii) le cadre institutionnel et les capacités de gestion; iii) les opérations de passation des marchés et les pratiques du marché; iv) l'intégrité et la transparence des systèmes publics. En outre, toutes les procédures d'appel d'offres et les contrats liés au projet contiendront les dispositions du FIDA en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que des garde-fous contre le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles. Les dispositifs d'examen préalable, qui seront détaillés dans La lettre à l'Emprunteur/au bénéficiaire incluront le plan de travail et budget annuel et le plan de passation des marchés.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

50. Un système de planification, de suivi-évaluation et d'apprentissage sera élaboré dans une perspective de gestion du projet axée sur les résultats. Les données et informations collectées sur les systèmes de production résilients face aux aléas climatiques contribueront à l'apprentissage, au retour d'information et à l'amélioration des interventions du projet, et constitueront une base pour la gestion des savoirs. En outre, la documentation et la diffusion d'informations relatives aux bonnes pratiques et aux expériences réussies renforceront les dispositifs de coopération Sud-Sud et triangulaire, et des liens avec les activités de gestion des savoirs financées par des dons seront établis. Un indice et un tableau de bord de la résilience seront utilisés pour suivre l'évolution de la capacité de résilience des familles.
51. **Innovations.** Il s'agit du premier projet financé par le FIDA au Brésil à cibler les questions d'adaptation aux changements climatiques en associant des systèmes de production durables à des techniques de gestion de l'eau. Une autre caractéristique innovante du projet est sa structure de gouvernance. L'acheminement des ressources vers les États participants par l'intermédiaire de la BNDES permettra de renforcer l'efficacité et l'efficacité de l'exécution, par rapport à l'octroi de prêts directs aux différents États. En outre, la participation de la BNDES en tant que partenaire stratégique offre de nombreux avantages: l'expérience des investissements dans les systèmes de production résilients face aux aléas climatiques, la capacité de mobilisation de ressources et la possibilité d'appliquer les enseignements tirés du projet aux lignes de crédit agricoles de la BNDES, permettant ainsi une reproduction à l'échelle nationale.
52. **Reproduction à plus grande échelle.** Le projet encouragera les échanges de savoirs et promouvra les réseaux de communication de jeunes inspirés par l'éducation populaire. Une base de données, un portail Web et des documents relatifs à la gestion des savoirs fourniront des informations sur la promotion de la résilience climatique dans toute la région du Nord-Est du Brésil ainsi que dans d'autres zones arides d'Amérique latine et d'Afrique. En outre, le projet favorisera la concertation sur les politiques à l'échelle des États.

C. Plans d'exécution

53. Le projet tirera parti de l'expérience du portefeuille en cours du FIDA au niveau des États. Par ailleurs, l'Initiative sur les savoirs relatifs à l'adaptation en milieu semi-aride, financée par un don du FIDA, renforcera les capacités d'exécution, et d'autres dons régionaux appuieront certains aspects techniques ou relatifs à la gestion. Cela garantira une bonne préparation de l'exécution, laquelle sera renforcée par les activités de démarrage menées par le FIDA et la BNDES. La priorité sera accordée à la sélection rapide des États participants, la mise au point des accords subsidiaires avec les États et la constitution des équipes formant les

unités d'exécution. Un atelier de démarrage se tiendra dans chaque État participant.

54. Le FIDA supervisera directement le projet. Pour faciliter l'exécution simultanée du projet dans plusieurs États, il mènera des missions de supervision au niveau des États et à l'échelle de l'ensemble du projet. Un examen à mi-parcours sera réalisé pendant la cinquième année du projet, et un examen à l'achèvement conjoint sera entrepris par le FIDA et la BNDES avant la fin du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

55. Un accord de financement entre la BNDES et le FIDA, et un accord distinct de garantie entre la République fédérative du Brésil et le FIDA constitueront les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur/au bénéficiaire. Un exemplaire de l'accord de financement et de l'accord de garantie négociés sera mis à disposition ultérieurement.
56. L'accord de financement et l'accord de garantie qui sont conclus, respectivement, avec l'emprunteur et le garant refléteront les conditions financières et techniques pertinentes qui auront été convenues entre le FVC et le FIDA dans l'accord sur l'activité financée. Aux termes de l'accord-cadre d'accréditation du FVC, l'approbation du projet par le Conseil d'administration est une condition préalable à la signature de l'accord sur l'activité financée et, conformément à la pratique du FVC consistant à donner la priorité aux projets ayant obtenu l'aval des entités accréditées, les négociations relatives à l'accord sur l'activité financée ne peuvent être conclues qu'après l'approbation du Conseil d'administration. Ainsi, les négociations visant l'accord de financement et l'accord de garantie avec l'emprunteur et le garant débiteront dès que l'accord sur l'activité financée aura été négocié, l'objectif étant qu'elles soient conclues le plus tôt possible au cours du premier trimestre 2021.
57. Compte tenu du calendrier ci-dessus, les textes négociés de l'accord de financement et de l'accord de garantie, ainsi que toute modification de fond visant les principales conditions de financement du FIDA, lesquelles sont présentées à l'appendice IV, seront soumis au Conseil d'administration à une session ultérieure.
58. La BNDES est habilitée, en vertu de ses statuts et du droit brésilien, à recevoir un financement du FIDA, et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de la loi brésilienne, à garantir le financement.
59. Le financement accordé par le FIDA à la BNDES constitue un financement destiné à une banque nationale de développement, fondé sur la vérification préalable de la solvabilité et des capacités d'exécution de la BNDES.

VI. Recommandation

60. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la Banque brésilienne de développement un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente millions de dollars des États-Unis (30 000 000 d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing and guarantee agreements

(Les documents seront mis à disposition ultérieurement.)

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Name ¹	Baseline Value	Mid - Term	Final Value	Source	Frequency	Responsible		
Outreach	<ul style="list-style-type: none"> Number of persons receiving services promoted or supported by the project (Core Indicator 1 = CI 1) <ul style="list-style-type: none"> - Corresponding number of households reached (CI 1.a) - Estimated corresponding total number of HH members (CI 1.b) Rural HH satisfied with project-supported services (<i>CI 4.2.1</i>) Percentage of participating households registered in the Cadastro Único when joining the project 	0	400,000 (160,000 women and 200,000 youth)	1,000,000 (400,000 women and 500,000 youth) 375,000	Project system	M&E	Half-yearly	Central Project Management Unit (CPMU)	Macroeconomic stability - no changes in national policies
Goal: Contribute to increasing food, water security and rural family income by implementing climate resilient farming systems and increasing the carbon sequestration	<ul style="list-style-type: none"> Number of food secure households (in areas/periods at risk of climate change impacts) (GCF CI A2.2) Rural HH that report a reduction in the water shortfall in relation to the production requirements (CI 1.2.3) 	0	21,440	53,600 (80% success rate of subcomponent 1.2)	Resilience Scorecard Project evaluation		At baseline, mid-term and completion.	CPMU with data collected by Project Management Units (PMUs) at state level	
		0	11,520	28,800 (80% success rate of Component 2. Results 5 and 6)	Tracking of funded TRIPs, and completion study.		Annual		
					Carbon emission to be measured using GIS		Mid-term and completion.		
DEVELOPMENT OBJECTIVE Transform family farmers' productive systems in the semiarid region by increasing production while simultaneously improve their resilient capacity to climate change	<ul style="list-style-type: none"> Number of hectares of land brought under climate-resilient management (CI 3.1.4) Number of tons of greenhouse gas emissions (CO₂) avoided and/or sequestered (CI 3.2.1) Percentage of participating households that have improved their climate resilience Rural HH reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers (<i>CI 4.2.2</i>) 	0	33,650 ha	84,124 ha	Resilience scorecard		At baseline, mid-term & completion		
		0	0	11M tCO ₂ e	Impact survey	/results	At baseline, mid-term & completion		
			50%	75%					
			15,000	37,500					

¹ Equivalencies between IFAD CI and GCF CI indicators where required: (IFAD CI 1 : GCF A1.2), (IFAD CI 3.1.4 : GCF A4.1), (IFAD CI 3.2.1 : GCF M4.1),

Outcome 1.0: Increased resilience and enhanced livelihoods of the most vulnerable people, communities and regions (GCF CI A1.0)	<ul style="list-style-type: none"> Families benefited by CRPS at Household level² Families benefited by Collective Resilient Investments³ Percentage of individuals demonstrating an improvement in empowerment (CI IE.2.1) 	0 0 0	26,800 families (10,720 led by women) 41,200 families 0	67,000 families (26,800 led by women) 103,000 families	Tracking of Project System. M&E Pro-WEAI index at baseline and evaluation	Annual Annual Project completion	PMUs CPMU	Timely signature of agreements with state governments
Outcome 2.0: Dietary patterns, nutrition and food security of households improved	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of women reporting minimum dietary diversity (MDDW) (CI 1.2.8) Number of persons provided with targeted support to improve their nutrition (CI 1.1.8) 	0 0	0 57,600 (40% women, 50% youth)	75% 144,000 (40% women, 50% youth)	Impact survey Project system M&E	Project completion Half-yearly	CPMU PMUs	At least 75% of people that participate in nutrition sensitive training and activities will improve diets.
Component 1. Climate-resilient productive systems (CRPS)								
Output 1.1: Areas of intervention selected based in eligible criteria	<ul style="list-style-type: none"> Territorial Resilience Investment Plans (TRIPs) finalized 	0	575 plans	575 plans	Tracking of funded TRIPs, and completion study.	Half-yearly	Project Management Units (PMUs) at state level	Alignment between national government policies towards climate change and the project's strategies and objectives Potential beneficiaries interested and aware of productive problems of climate-related crisis. Beneficiary communities participation in TRIPs development
Output 1.2: Backyard Gardens developed	<ul style="list-style-type: none"> Families that have established backyard gardens using CRPS 	0	14,000	36,000 families benefited	Tracking of ISA Quintais			
Output 1.3: Climate Information System put in place	<ul style="list-style-type: none"> Persons provided with climate information services (CI 3.1.2) 	0	49,600	124,000 persons				
Output 1.4: Farmers and entrepreneurs supported	<ul style="list-style-type: none"> Persons trained in production practices and/or technologies (CI 1.1.4) Microenterprises funded to develop skills to supply CRPS 	0 0	9,600 of which 3,840 women and 4,800 youth 28	24,000 of which 9,600 women 12,000 youth 70 micro-enterprises	Tracking of PMAS system and supervision missions.			
Component 2: Water access for production								

² Composed of ISA Familia and ISA Quintais.

³ Composed of ISA coletivo, ISA Escola and Biosaline.

Output 2.1: Efficient practices of water capture, harvesting, storing and use disseminated	<ul style="list-style-type: none"> Number of hectares of farmland with water-related infrastructure built/rehabilitated (CI 1.1.2) 	0	1,800 ha	4,500 ha	Tracking of PMAS system and supervision missions.	Half-yearly	Project Management Units (PMUs) at state level	Promotion and implementation of diversified investment plans, combining productive interventions, water access and non-agricultural activities
Output 2.2: Water access technologies for harvesting, reuse, treatment and storage	<ul style="list-style-type: none"> Number of families that have installed rainwater harvesting and storage Number of families that have installed water treatment and reuse systems 	0 0	8,400 6,000	21,000 families 15,000 families				
Component 3: Knowledge Management and scaling-up								
Output 3.1: Capacity and awareness building	<ul style="list-style-type: none"> Women, youth and traditional community members with increased capacity Young communicators integrated in the network 	0 0	3,600 166	9,000 people 414 persons	Inputs from PMU Gender, Youth and Ethnicity team, tracking of PMAS system and supervisions missions	Half-yearly	PMUs	Learning by doing approach that will prioritize capacity-building opportunities to vulnerable groups
Output 3.2: Scaling-up and sharing	<ul style="list-style-type: none"> Number of learning routes (national and international) Number of thematic policy dialogue studies completed Number of policy dialogue working groups formed 	0 0 0	3 learning routes; 3 thematic studies; 3 working group	7 learning routes; 8 thematic studies 3 working groups				

Integrated project risk matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context	Substantial	Moderate
Political Commitment	Substantial	Moderate
Risk(s): Misalignments between state governments and the Federal Government could lead to implementation problems.	Substantial	Moderate
Mitigations: This will be mitigated by having the design documentation thoroughly discussed at both state and federal levels through consultations and dialogue by IFAD Hub in Brasilia mainly with federal partners, and IFAD Satellite Office in Salvador, mainly with subnational entities (states), as well as various partners and stakeholders such as civil society, farmers' organizations, research organizations, among others. Stakeholder consultations will be carried out and constant dialogue with states ensured by collaboration with the Forum of State Secretaries and Northeast Consortium of Governors. The partnership with BNDES, a national government body directly tied to the Ministry of Economy, mitigates this risk, assuring dialogue between federal and state levels. IFAD Salvador office will continue its strong dialogue with BNDES. In addition, collaboration and dialogue will continue with other federal partners mainly Ministry of Agriculture (MAPA), Ministry of Citizenship and Ministry of Environment (MMA) as well as other federal agencies such as CODEVASF and EMBRAPA. Mitigation will also ensure cooperation with federal universities and think-tanks such as UNB and UFV.		
Governance	Moderate	Moderate
Risk(s): The risk that the country exhibits governance failures that may undermine project implementation and achievement of project development objectives. This includes lack of or weak: political checks and balances; public auditing systems; transparent information on government rules, regulations, and decisions; standards to prevent fraud and corruption; quality and transparency of allocation of resources for rural development.	Moderate	Moderate
Mitigations: This risk will be mitigated by strong implementation support and supervision missions by IFAD as well as acquired capacities from previous IFAD projects in the country. IFAD capacity building and training on fiduciary aspects will also be critical. IFAD missions will ensure to include fiduciary experts in the area of financial management and procurement.		
Macroeconomic	Substantial	Moderate
Risk(s): The risk that macroeconomic policies, such as monetary, fiscal, debt management/sustainability, and trade policies are not robust, are unsustainable, and/or are vulnerable to domestic or external shocks (e.g. resulting in high inflation, low foreign exchange reserves, large fiscal deficits, debt distress), undermining government capacity to mobilize counterpart funding, and significantly impacting	Substantial	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
market dynamics of value chains, including market prices and profit margins for project target groups.		
Mitigations: Borrowing ability: Northeast states would need to have a qualified domestic debt rating to have a loan agreement with BNDES. Ratings are provided by BNDES. Only states with credit ratings will qualify. The flexible approach adopted by the project of selecting states at the time of project implementation reduces significantly the risk of not having enough states that qualify among the nine northeastern states. On the other hand, fiscal strain on states due to factors such as COVID can lead to a reduced number of states which will qualify and this needs to be monitored constantly. In addition, states need to continue to demonstrate appetite and commitment for the project. IFAD constant dialogue with BNDES as well as with states will be essential especially during the phase of state selection.		
Fragility and security	Substantial	Moderate
Risk(s): The risk that the country is vulnerable to natural and man-made shocks including civil unrest, conflict, and/or weak governance structures and institutions	Substantial	Moderate
Mitigations: The main risks of this nature are related to climatic shocks such as severe droughts and the nature of the project is exactly to build resilience and better conditions to face climatic shocks. Another risk pertains to criminality or drug trafficking in the project area which may impair implementation. This will be mitigated by technical assistance (TA) teams and continuing monitoring of the situation with the support partners, states and UNDSS.		
Sector Strategies and Policies	Substantial	Moderate
Policy alignment	Substantial	Moderate
Risk(s): There is a risk that the national government changes its policies (especially towards climate change) which would result in a misalignment with the project's strategies and objectives. At state level, where the project will be implemented, this risk is much lower.	Substantial	Moderate
Mitigations: The partnership with BNDES, a national government body directly tied to the Ministry of Economy, mitigates this risk, assuring dialogue between federal and state levels. In addition, PCRPP will institute an Advisory Committee in the governance to promote the integration and alignment with other government projects, programs and policies. It shall be composed of representatives from the federal government, civil society, states, BNDES, and NDA.		
Policy development & implementation	Substantial	Moderate
Risk(s): The risk that the country's strategies and policies governing the rural and agricultural sector lack a sound evidence base, are not representative of rural peoples' organizations views, are not adequately resourced or supported by legal/regulatory frameworks, and/or are	Substantial	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
unsustainable, undermining project implementation and the achievement of project development objectives		
Mitigations: The project will build collaboration with research organizations as well as with think tanks so as to have appropriate views on data and information and in order to guide the project implementation. In addition, the DAKI grant which will pave the way for the PCR implementation will also ensure to have check and balances on the country's and state's policies and strategies for rural development and climate. The project will also establish an Advisory Committee in its governance structure to promote the integration and alignment with other government projects, programs and policies. It shall be composed of representatives from the federal government, civil society, states, BNDES, and NDA. The Advisory Committee will also serve as a platform for the discussion of policies and strategies. In addition, IFAD will continue its strong engagement during project implementation with key stakeholders such as farmers' organizations and civil society.		
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
Risk(s): Inherent environmental risks for agriculture in NE Brazil are drought, increased water salinity, erosion, and land degradation	Substantial	Moderate
Mitigations: Extreme environment conditions pose a real risk but the PCR is designed to build resilience of communities and improve their agricultural practices to better face such conditions. The main risk pertains to prolonged drought, which would be critical especially in the first years when the CRPS are more vulnerable. To mitigate this risk, water harvesting and storage systems will be implemented simultaneously in conjunction with some CRPS. In addition, it would be possible to accelerate the implementation of practices based on the management of herds in an emergency and with the use of local natural resources. To address the issues of land degradation, erosion, and salinity, the project will implement agricultural best practices that result in enhanced water management and water retention in soils, as well as agroforestry practices that increase the quality of soils.		
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Moderate
Risk(s): In the Brazilian semi arid, temperature increase and rainfall variability are the most relevant climate change impacts.	Substantial	Moderate
Mitigations: Climate change is having a significant impact in the Brazilian semi arid, hence the PCR is designed to address this risk by building resilience of communities to better face such conditions. The main risk pertains to prolonged drought, which could directly affect food supply, nutrition productivity and marketing. In this regard, the project is focused on implementing Climate Resilient		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Productive Systems (CPRS) that are designed to increase water retention and improve the quality of agricultural soils. The project will provide strong technical assistance to deliver training and capacity building of beneficiaries as well as implement small-scale water harvesting technologies. The adoption of CRPS will also ensure that food availability and nutrition standards are maintained even during climatic shocks.		
Project Scope	Moderate	Moderate
Project relevance	Moderate	Moderate
Risk(s): The risk that the objectives and interventions of the project are not well aligned with national development or IFAD priorities, and/or are not sufficiently relevant or responsive to the needs and priorities of the intended target group throughout the project's lifespan.	Moderate	Moderate
Mitigations: In order to ensure project relevance, the design was carried out with strong consultations at various levels. Considering that before IFAD design the GCF Funding Proposal had to be elaborated this meant the project had a very intense preparation and field consultation. At the federal level, the Project will develop strategic partnerships with the ministries responsible for the corresponding thematic areas. A public consultation was organized during the project design phase bringing together more than 120 representatives from government, civil society organizations, public and private institutions. On this occasion, it was possible to collect recommendations and suggestions that were incorporated into the project design. Another specific indigenous consultation was also held. In addition, IFAD made consultations with states directly and through the Northeast Consortium of Governors (Consórcio Nordeste) and the Forum of State Secretaries of Northeast, which is a policy dialogue platform supported by IFAD since 2015. The Consortium visited IFAD HQ in November 2019. Two field missions were conducted, one in Bahia state and another in Pernambuco state, ensuring that views of farmers' organizations were taken into account.		
Technical soundness	Moderate	Moderate
Risk(s): The project represents an innovative approach to IFAD work in Brazil by establishing partnership with BNDES and a multi-state loan operation. It will also promote several technical innovations, in particular in CRPS to be implemented in Component 1. There is a risk that the proposed techniques will not be implemented correctly, as there are few examples of CRPS in the semiarid in family farms. This could create a delay in project implementation and/or achievement of results.	Moderate	Moderate
Mitigations: To mitigate this risk, the following measures were put in place: i) The Dryland Adaptation Knowledge Initiative (DAKI) grant, approved in December 2019, will consolidate knowledge and methodology regarding the innovations of Components 1 and 2, and train potential TA		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>personnel. In addition, the ongoing AKSAAM grant will also support in bridging this knowledge gap; ii) TA will be composed of specialists who know the intervention regions and have gained knowledge from DAKI and AKSAAM; and iii) farmers networks will allow participation of larger size farmers that implement CRPS promoting exchanges visits to share practices and innovations.</p>		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
Implementation arrangements	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): There is a risk of project delays, mainly in the first and second years, for four reasons: i) the process of preparing, negotiating and signing of sub-loan agreements between BNDES and selected states; ii) absence of complete teams in the state-level Project Management Units (PMU) and lack of knowledge of the project's operative functioning by these teams; iii) turnover of key personnel, implementing agencies and governments; and iv) poor coordination among agencies.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: Delays in the on-lending process from BNDES to the states can be mitigated by an agile and transparent selection process and preparation of a standard financing agreement that would require negotiation mainly of the financing amounts for each state. The selection of a key team of consultants should follow IFAD's guidelines on qualifications and the contractual arrangements IFAD allows, such as time contracts for consultant activities with monthly, measurable and reliable payments. The turnover of key project personnel can be considered of low risk when mitigated by an appropriate selection of professionals with training and experience, as well as by ensuring fair and reliable remuneration for performed activities. Priority will be awarded for states which have had past IFAD projects and are experienced in setting up PMU and TA teams. The use of several state-level PMUs (approximately 3) is a high risk for project execution because, in general, their regulations conflict with specific aspects of the activities necessary for efficient and transparent services. As a mitigation strategy, PMUs should be strengthened to carry out direct execution, empowering teams with specific training conducted by IFAD with the participation of state attorneys and representatives of interested parties. In the adoption of the Executing Entity, it is essential to ensure compliance with IFAD and BNDES guidelines in the contracts and provide specific training to support implementation. In case of states with previous experience of IFAD operations this will be greatly facilitated. In addition, the financing scheme involves IFAD, GCF, BNDES and states augmenting complexity of the operation. Institutional capacity risk will also be mitigated by strong IFAD supervision and implementation support missions ensuring that it is covered by technical aspects as well as</p>		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
institutional and fiduciary areas and involving capacity building and training.		
M&E arrangements	Moderate	Moderate
Risk(s): The risk that the project executing agency's M&E processes and systems are weak or inefficient, resulting in a limited ability to monitor, validate, analyse and communicate results, capture lessons, and adjust implementation to seize opportunities and take corrective actions in a timely manner.	Moderate	Moderate
Mitigations: IFAD over recent years has invested in building M&A capacity in the country, especially on its ongoing portfolio. This will leave a major legacy which will mitigate the M&E risk. Through the grant Programa Semear Internacional (PSI), IFAD first country M&E system was establish in Brazil: DATA.FIDA which is currently being adopted by the ongoing portfolio and will be used by the PCR. In addition, IFAD and its project has gained expertise on critical areas related to M&E including base line surveys, MTR surveys, impact studies as well as project results survey conducted remotely. All this experience and capacity will be used to minimize M&E risk.		
Procurement	Low	Low
Legal and regulatory framework	Low	Low
Risk(s): The risk that the Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity. Brazil has a complete procurement legal and regulatory framework, consistent with IFAD's one, including SBDs. Procurement processes are monitored by PMUs and state control agencies, while the CPMU monitors execution of Procurement Plans. Access to public information is expressly regulated and promoted.	Low	Low
Mitigations: Non-compliance with legal covenants will be mitigated by strong IFAD supervision and implementation support missions as well as trainings and capacity buildings to the CPMU and PMU at state level		
Accountability and transparency	Low	Low
Risk(s): The risk that accountability, transparency and oversight arrangements (including the handling of complaints regarding, for example, SH/SEA and fraud and corruption) are inadequate to safeguard the integrity of project procurement and contract execution, leading to the unintended use of funds, misprocurement, SH/SEA, and/or execution of project procurements outside of the required time, cost and quality requirements. Brazil has an efficient complaints management system, however the latter is not a 2-tiered one and there is a certain level of corruption perceived in the country. There is a debarment system and an independent and competent local authority to investigate corruption allegations.	Low	Low
Mitigations: IFAD will ensure that this risk is mitigated by making available channels to handle complaints. In		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>particular, during start-up missions for each state-level subproject, IFAD will analyse the complaints handling system and recommend a 2-tired mechanism. Transparency and accountability arrangements will be ensured with IFAD supervisions. Implementation of the project outside of required timeline or quality and cost requirement will be mitigated with IFAD support missions and adequate training.</p>		
Capability in public procurement	Low	Low
<p>Risk(s): The risk that the implementing agency does not have sound processes, procedures, systems and personnel in place for the administration, supervision and management of contracts resulting in adverse impacts to the development outcomes of the project. The project design foresees that state-level subprojects form a commission of bids, contracts and rendering of accounts. Officers are not yet selected, so it is not possible to assess experience of the staff and quality of documents. Procurement team has access to legal and regulatory framework by law. Procurement and financial management functions are separated.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: State-level PMUs need to expedite the hiring of procurement, contract, monitoring, and financial teams as soon as the project execution starts. Once projects become effective, IFAD and BNDES should receive the names of team members (state employees), the Terms of Reference (TOR) to hire supporting consultants and should train teams in the required thematic areas. The PIM (Annex 8) includes draft TORs of the key positions to speed contracting processes. Priority may be awarded for states which have past IFAD projects and are experienced in setting up PMU and TA teams and which already have experience with procurement.</p>		
Public procurement processes	Low	Low
<p>Risk(s): The risk that procurement processes and market structures (methods, planning, bidding, contract award and contract management) are inefficient and/or anti-competitive, resulting in the misuse of project funds or sub-optimal implementation of the project and achievement of its objectives. National procurement methods for all the three categories (goods. Works and services) are compliant with IFAD Guidelines and the first procurement plans has been prepared in consistency with the AWPB, using IFAD's template. On the other hand, there is no regulation that provides for procurement people to participate in the AWPB process. Procurement processes and contract management comply with IFAD Guidelines as well. However, contracts are usually completed outside the contracted schedule and over the contracted price.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: IFAD will mitigate public procurement processes risks with strong supervision and implementation</p>		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
support as well as ensuring the audits are made timely. It is recommended the participation of the monitoring, acquisition and financial teams, together with the Project Coordination, to prepare the Procurement and Operational Plans. To be reflected in the PIM.		
Financial Management	Substantial	Moderate
Organization and staffing	Substantial	Moderate
Risk(s): SIUs may not have sufficient capacity, experience, and systems to comply with IFAD FM requirements.	Substantial	Moderate
Mitigations: (i) IFAD to perform FM assessments to the SIUs involved to identify weaknesses and required improvement actions; (ii) SIUs to build upon the pre-existing operational structure of IFAD-supported projects; (iii) BNDES should provide professional personnel for financial management before the project effectiveness and, during project execution, should maintain this trained personnel working following IFAD's FM, Audit and Anti-Corruption Guidelines and with the Project Implementation Manual. BNDES will ensure that its key personnel conduct IFAD's online capacity building training on Financial Management. Both IFAD and BNDES' procedures and regulations will be shared to the states/subprojects through the PIM or other relevant documents; and (iv) Supervision of the project's financial management will be carried out annually by IFAD, CPMU and SIUs.		
Budgeting	Low	Low
Risk(s): No risk envisaged	Low	Low
Mitigations: No risk envisaged		
Funds flow/disbursement arrangements	High	Substantial
Risk(s): The complexity of the project's funds structure may pose challenges to the flow of funds. Several entities (IFAD, GCF, BNDES, and the states) will fund the project through different financing instruments ruled by legal agreements. Participating entities will have to prepare, negotiate and sign the legal agreements, a process that is unlikely to complete simultaneously, risking funds not being available from the different sources as needed. Additionally, legal agreements relating to the GCF may prove to be particularly complex to negotiate, leading to the risk of disbursement delays.	High	Substantial
Mitigations: IFAD will have to make extra efforts (internally from various divisions and externally with authorities) to ensure that legal agreements are prepared, negotiated, and signed timely.		
Internal controls	Substantial	Moderate
Risk(s): Internal controls may be affected as per items described in the section Organization and Staffing above.	Substantial	Moderate
Mitigations: Please refer to the mitigating measures in the section Organization and Staffing above.		
Accounting and financial reporting	Substantial	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Risk(s): (i) GCF financial reporting and disbursement requirements are more complex or at least require a higher level of detail. This could adversely affect the disbursement process or even compromise the eligibility of expenditures; and (ii) The project will be implemented in a number of states and it may be challenging to ensure that accounting records are adequately and coherently maintained in all locations, and that consolidated financial reports are generated as needed.	Substantial	Moderate
Mitigations: (i) IFAD to agree on feasible requirements in the Funding Activity Agreement with the GCF, and ensure that the project will have the necessary accounting system and chart of accounts to report as needed; and (ii) The project should implement a common accounting system and chart of accounts to ensure consistency in accounting records and the possibility to centrally generate all needed financial reports.		
External audit	Low	Low
Risk(s): No risk envisaged	Low	Low
Mitigations: No risk envisaged		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity conservation		No risk envisaged
The PCRP acts to build resilience of communities as well as build biodiversity and enhance diversified nutritious food.		
Resource efficiency and pollution prevention		No risk envisaged
The PCRP will adopt technologies leading to less pollution and reuse of resources such as reuse of grey water. All technologies financed by the project will be renewable (solar or wind power, for example).		
Cultural heritage		No risk envisaged
The project will not work in any new land, only in lands that are already being used for agriculture.		
Indigenous Peoples	Moderate	Low
Risk(s): The risk that the project may cause significant adverse physical, social, or economic impacts on indigenous peoples, or in threats to or the loss of resources of historical or cultural significance to them.	Moderate	Low
Mitigations: This risk has been mitigated at project design with a dedicated consultation with indigenous peoples. During implementation, as a first activity, the project will discuss and agree with each community on the Free Prior and Informed Consent (FPIC) process to be followed in the development of a TRIP.		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Community health and safety	Moderate	Low
Risk(s): The COVID-19 epidemic may pose a risk to the project operations and to the health of the technical assistance (TA) teams and beneficiaries.	Moderate	Low
Mitigations: To mitigate the risk, all TA teams will follow social distancing, health and safety protocols and will wear protective gear. In addition, they will provide guidance on basic hygiene practices. Online groups will reduce all unneeded physical interaction. If a vaccine is developed and available during project implementation, IFAD can coordinate with local health authorities to promote vaccination of the beneficiaries. Pilot IFAD experiences with remote TA and services will be reviewed and utilized during the project implementation. A specific Working Paper is included on the issue of COVID-19 and its relations to the PCR. P.		
Labour and working conditions	Moderate	Low
Risk(s): The risk that the project may cause exploitative labour practices (e.g. forced or child labour), gender based violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work specifically in relation to the project, including third parties and primary suppliers	Moderate	Low
Mitigations: The project and especially its technical assistance (TA) teams will be selected taken fully into account issues related to labour and working conditions and it is planned that this will be part of their curricula in terms of capacity building. The project in fact will lead to enhance conditions and awareness in the area of labour and working conditions.		
Physical and economic resettlement		No risk envisaged
The project has very strong targeting and will enhance physical, social, cultural and/or economic impacts, especially for marginalized groups.		
Greenhouse gas emissions		No risk envisaged
The project will have a very positive and significant mitigation effect: the accumulated GHG mitigation potential of implementation of activities in Component 1 amounts to -6.7 tCO ₂ eq per hectare per year, or about -11 million tCO ₂ eq over the entire 20-years-period of analysis.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards		No risk envisaged
The project will decrease beneficiaries exposure or vulnerability		
Stakeholders	Moderate	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Stakeholder engagement/coordination	Moderate	Moderate
Risk(s): The risk that relevant stakeholders are not identified, and/or of inadequate/insufficient information disclosure, consultation/coordination with and buy-in from stakeholders on project objectives, delivery of interventions and promotion of sound environmental and social practices (e.g. with government, project target groups, civil society organizations, implementing partners, private sector, including financial intermediaries), resulting in misunderstandings or opposition by stakeholders, or duplication/inconsistencies between partners working in the same target area that may undermine project implementation and achievement of project development objectives.	Moderate	Moderate
Mitigations: Lack of interest among potential beneficiaries due to little awareness of CRPS, fiduciary risks and financial guarantee may be a risk for project implementation. Field visits have shown that farming families are generally aware of the problems they endure in producing during a crisis, such as the severe droughts of recent years. They are interested in finding solutions to their various problems, starting with those related to agricultural production. An ample stakeholder consultation was performed during project design to make sure the needs of the families were adequately addressed in the project. In addition, TRIPs will be developed with the participation of the beneficiary communities. An FPIC plan will be implemented for Indigenous and Traditional Communities. And youth participation will be encouraged (at least 50%), since they are more open to experimenting with new practices. For some families, the poverty condition may be an obstacle to their full participation in project activities. Some men feel threatened by women's empowerment and may not allow their wives to participate. The project will address this by working with the family's immediate needs, such as food security, nutrition and health. The design was highly participatory and reflects the demands and needs of stakeholders.		
Stakeholder grievances	Moderate	Moderate
Risk(s): The risk that the project has ineffective grievance/complaint redress processes (including with respect to allegations of non-compliance with IFAD's E,S,C standards, fraud, corruption, or SEA), leading to unaddressed stakeholder complaints that may undermine project implementation and achievement of project development objectives	Moderate	Moderate
Mitigations: The project will sensitise stakeholders on the possibilities of grievance and complaint mechanisms. It will also include such information as part of IFAD missions as well as of technical assistance teams capacity building of beneficiaries		

Key terms of IFAD financing

Financing summary Initiating institution:	IFAD
Borrower/recipient:	Brazilian Development Bank (BNDES)
Executing agency:	BNDES
Total project cost:	US\$217.8 million
Amount of IFAD loan:	US\$30.0 million
Terms of IFAD loan:	Ordinary, with a maturity period of [...] years and a grace period of [.....] years at a rate of interest equivalent to IFAD's reference interest rate plus a [.....: variable or fixed] spread
Cofinancier:	Green Climate Fund
Amount of cofinancing:	US\$99.5 million
Terms of cofinancing:	Loan (US\$65.0 million) and grant (US\$34.5 million)
Contribution of borrower/recipient:	US\$73.0 million
Contribution of beneficiaries:	US\$15.3 million
Amount of IFAD climate finance:	US\$28.3 million
Cooperating institution:	IFAD
Guarantor	Federal Government of Brazil
Legal instruments	Financing agreement between the Borrower and IFAD will constitute the legal instrument for extending the IFAD financing and the GCF co-financing to the borrower/recipient. Guarantee agreement between IFAD and the Guarantor (Federal Government of Brazil) will constitute the legal instrument to guarantee the Borrower's payment obligations of both IFAD and co-financer financing. Subsidiary agreements between the Borrower and each Participating State for the implementation of the state-level subproject activities
Governing law and Jurisdiction	The Financing agreement and Guarantee agreement shall be governed by, and construed in accordance with, public international law. Any dispute, controversy or claim arising out of, or in relation to, the Financing agreement and Guarantee agreement, shall be settled in accordance with the Arbitration Rules (2012) of the Permanent Court of Arbitration.
Authority	BNDES is empowered under its corporate laws and under Brazilian legislation to receive financing from IFAD and the Federative Republic of Brazil is empowered under Brazilian law to guarantee the financing. IFAD financing to BNDES represents funding to a national development bank, based on a due diligence of the creditworthiness and implementation capabilities of BNDES
Amendments	Any amendment to the Financing Agreement shall only be made by mutual agreement

	between the Borrower/Recipient and the Fund, after having obtained the Guarantor's concurrence to such amendment, including the Project Completion Date and the Financing Closing Date.
Negotiations of the Financing agreement and Guarantee agreement	After Funded Activity Agreement between IFAD and GCF has been negotiated.
Entry into force	<p>The Financing Agreement shall enter into force once it is signed by both parties and subject to:</p> <p>a) The Federative Republic of Brazil and the Fund signing a Guarantee Agreement which has entered into force; and</p> <p>b) A favourable legal opinion from the Federal Government of Brazil, upon which the GCF shall be entitled to rely, confirming that the signature and performance thereof by the Borrower/Recipient of the Financing Agreement and of the Guarantee Agreement has been duly authorised and ratified by all necessary corporate action, and the Financing Agreement is legally valid and binding upon the Borrower/Recipient under Brazilian law in accordance with its terms regardless of any law to the contrary in its territory, and that the Guarantee Agreement is enforceable vis a vis the Guarantor in accordance with its terms.</p>